



IC NOTICE N°044/2020/PNUD-BFA

Recrutement d'un (e) consultant (e) pour la mise en place d'une plate-forme d'alerte précoce et coordination des réponses autour des risques de violence liés aux opérations électorales.

Date : 07 Septembre 2020

Pays : Burkina Faso

Nom du Projet : PAPE

Durée de réalisation : 6 mois

Lieu d'affectation : Ouagadougou

Votre soumission devra être déposée à l'adresse suivante :

Par email : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : 14 septembre 2020 à 16 heures

Les propositions, adressées à l'Operations Manager, doivent être envoyées à l'adresse e-mail ci-dessus indiquée, avec la mention « IC NOTICE N°044-2020/PNUD-BFA Recrutement d'un (e) consultant (e) pour la mise en place d'une plate-forme d'alerte précoce et coordination des réponses autour des risques de violence liés aux opérations électorales ».

Les termes de références sont disponibles sur le site du PNUD Burkina à l'adresse : http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/operations/procurement.html

La proposition technique devra comprendre : Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des TDRs, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références avec les adresses Emails.

La proposition financière devra être élaboré suivant le format fourni en annexe.

Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l'adresse suivante : procurement.burkina@undp.org

Contexte et Justification

L'organisation des élections sont souvent des catalyseurs de violence en raison des enjeux particulièrement importants qu'ils représentent pour les différentes communautés. Même si le Burkina Faso a réalisé d'importants progrès lors des dernières élections de 2015 reconnu par la communauté internationale avec des élections présidentielles et municipale organisées dans les conditions apaisées, les enjeux des élections à venir, couplées aux tensions politiques ravivées et au contexte électoral tendu des municipales de 2016 nécessitent un regain d'attention autour de l'organisation du futur scrutin et de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).

EN outre le pays va organiser des élections dans un contexte particulier qui est d'ordre sécuritaire. La persistance de l'insécurité dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre Nord, de l'Est et la tendance à sa propagation vers les autres régions du pays est très préoccupante.

En plus du défi sécuritaire, les prochaines élections seront marquées par une ouverture inédite de la compétition politique, suite à la levée de l'inéligibilité qui frappait les dignitaires du régime déchu d'octobre 2014 suite à une

A handwritten signature in black ink is located at the bottom right of the page.

A small handwritten mark or symbol is located at the bottom right corner of the page.



décision du constitutionnel en date du 25 août 2015 déclarant inéligibles 42 candidats appartenant aux partis proches de l'ancien régime.

Livrables :

Pour cela, le consultant travaillera avec la CENI, le point focal du bureau PNUD pays ainsi que la Task Force électorale du PNUD basé à Bruxelles, dans ce projet pour la compilation et l'analyse des résultats collectés.

Le consultant national devra procéder à :

- L'analyse et à l'évaluation des besoins pour la mise en œuvre des divers mécanismes à partir des consultations des parties prenantes (CENI, Commission nationale des droit humains- CNDH, WANEP, Organisations de la Société Civile - OSCs, etc.) ;
- La proposition d'une architecture précise du système d'alerte précoce et de réponse aux risques de violence électorale pour la CENI, intégrant les données d'institutions partenaires (WANEP, CNDH) au sein d'une base de données centrale répondant aux besoins de l'institution en charge des élections ;
- La formulation des recommandations en termes de procédures et protocoles, formation et configuration pour le système informatique de gestion des alertes précoces pour l'adaptation au contexte du pays et de manière à être implanté à la CENI et au CNDH avec des capacités distinctes d'analyse et de traitement des données ;
- La contribution à l'établissement des accords de partenariat pour le partage des données entre les institutions concernées et des protocoles précis sur la base de l'architecture de cette configuration ;
- La contribution à l'harmonisation des indicateurs de risques pour l'alerte précoce avec le WANEP ;
- La contribution au développement et au déploiement des formations à l'attention des membres de la CENI, du CNDH et autres institutions partenaires identifiés pour la transmission et le traitement des informations collectées sur la base du système informatique et des procédures déployées ;
- La supervision des phases de déploiement puis d'opérationnalisation sur l'ensemble des élections ;
- La contribution à l'évaluation des réseaux et institutions impliquées dans la prévention des conflits et la réponse aux mécanismes d'alerte précoce et établir des protocoles considérant les types de risques identifiés et les mandats respectifs des institutions de manière à coordonner les réponses ;
- Au développement des modules de formation destinées à la CENI et ses démembrements pour la prévention des violences liées aux opérations électorales, y compris les violences basées sur le genre, notamment à l'identification des réponses cohérentes impliquant l'adaptation des opérations électorales, la communication, la médiation et la coordination des réponses avec d'autres acteurs du processus (partis politiques, OSC, FDS, etc.) ;
- La contribution au développement du système de suivi des réponses permettant la documentation des actions entreprises et de la perception de leur impact sur le terrain ;
- La contribution à l'établissement des structures permettant une meilleure intégration des FDS et de la CENI au niveau local de manière à améliorer la rapidité de la réponse apportée au cours du processus électorale
- La contribution à la formation et à l'installation d'un vivier de médiatrices de paix et de monitrices d'Alerte précoce déployées dans les localités à risque.

Qualification et expériences requises :

Education :	Le consultant doit être titulaire d'un diplôme Bac + 5 en sciences politiques, sociologie, droit ou tout autre discipline connexe.
Expérience	Le consultant national doit remplir les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Avoir au moins 7 ans d'expérience professionnelle spécifique dans le domaine des systèmes électoraux, de l'alerte précoce et de la gestion des processus électoraux ;

Handwritten signature/initials

	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir une expérience confirmée dans la formulation des conseils techniques de haut niveau aux parties prenantes dans les processus électoraux, notamment aux organismes de gestion des élections et aux partenaires de développement, aux OSC et ONG engagées dans la prévention des conflits ; • Une expérience confirmée et éprouvée dans la planification, la mise en œuvre et la supervision des projets de prévention des conflits par l'alerte précoce et la réponse rapide ; • Avoir de bonne connaissance en matière d'intégration du genre ; • Une expérience en gestion du projet et en gestion de ressources humaines ; • Avoir de bonnes qualités rédactionnelles et des qualités de communicateur notamment en milieu multiculturel ; • Une bonne connaissance du contexte Burkinabè serait un atout.
--	---

Evaluation

L'évaluation des Propositions Techniques et Financières se déroule en deux étapes. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

a. Les propositions techniques

La sélection sera faite sur la base des critères notés sur 100.

b. Les propositions financières

La proposition financière est évaluée selon la formule suivante :

Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d'au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes. Cette note technique sera pondérée à 70% et la note financière pondérée à 30%.

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire. Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique pondérée + Financière) le plus élevé sera retenu pour la consultation.

Durée du contrat

La durée totale de la consultation est de **6 mois**.

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Leon Badibanga
Operations Manager

Signature : 


Date : 08/03/2020

A



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

TERMES DE REFERENCES

I. Informations sur le Poste

Titre du Poste :	CONSULTANT(E) POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PLATE-FORME D'ALERTE PRECOCE ET COORDINATION DES REPONSES AUTOUR DES RISQUES DE VIOLENCE LIES AUX OPERATIONS ELECTORALES
Type de contrat :	
Niveau :	IC
Superviseur Direct :	
Lieu d'affectation :	Conseiller Technique Principal (CTP) du Projet Ouagadougou (avec possibilité de déplacement à l'intérieur du pays)
Durée :	6 Mois

1. II. Contexte Organisationnel

L'organisation des élections sont souvent des catalyseurs de violence en raison des enjeux particulièrement importants qu'ils représentent pour les différentes communautés. Même si le Burkina Faso a réalisé d'importants progrès lors des dernières élections de 2015 reconnu par la communauté internationale avec des élections présidentielles et municipale organisées dans les conditions apaisées, les enjeux des élections à venir, couplées aux tensions politiques ravivées et au contexte électoral tendu des municipales de 2016 nécessitent un regain d'attention autour de l'organisation du futur scrutin et de la Commission Electorale Nationale Indépendant (CENI).

EN outre le pays va organiser des élections dans un contexte particulier qui est d'ordre sécuritaire. La persistance de l'insécurité dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre Nord, de l'Est et la tendance à sa propagation vers les autres régions du pays est très préoccupante.

En plus du défi sécuritaire, les prochaines élections seront marquées par une ouverture inédite de la compétition politique, suite à l'abrogation de l'inéligibilité qui frappait les dignitaires du régime déchu d'octobre 2014 suite à une décision du constitutionnel en date du 20 août 2015 déclarant inéligibles 42 candidats appartenant aux partis proches de l'ancien régime.

Enfin de nouvelles dynamiques et de nouvelles alliances se forment dans la perspective de l'élection présidentielle de novembre 2020. De plus, des défis spécifiques liés aux législatives tel que le découplage des présidentielles des législatives tel qu'issu du rapport de l'assemblée avec la prolongation d'un an du mandat des députés a contribué significativement à polariser le contexte sociopolitique. Malgré tout, les partis politiques y compris ceux de l'opposition semblent déterminés à participer aux prochaines échéances électorales et ont exprimé le souhait que ces dernières soient crédibles, transparentes, inclusives et acceptées de tous et de toutes. C'est dans cette perspective qu'à la demande du Gouvernement Burkinabè auprès des Nations-Unies, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) a mis en place le projet d'Appui aux processus électoraux (2020-2021). L'objectif du projet est de contribuer à la crédibilité, la transparence, l'inclusion pour un processus électoral apaisé au Burkina Faso.

Des initiatives sont en cours pour des élections apaisées. Cependant, on observe que dans le domaine du processus électoral, la CENI ne dispose pas d'un mécanisme élaboré d'alerte et de gestion des conflits. En tant que premier acteur mandaté pour l'organisation des élections, l'absence de mécanisme d'intégration permettant d'impliquer la CENI au sein de la collecte, l'analyse et la réponse aux risques identifiés limite considérablement l'impact des réponses apportées.

C'est dans ce sens que le PNUD veut appuyer des actions ayant pour but d'adapter ces structures pour répondre spécifiquement aux risques liés aux élections et faciliter la transmission des informations auprès de la CENI pour adresser ses opérations électorales. Un des résultats escomptés du projet est de la mise en place d'un dispositif permettra d'alerter sur les situations conflictuelles et de responsabiliser les différents acteurs en conflit au niveau national ou local à proscrire la violence dans la gestion des conflits électoraux.

La mise en place du dispositif sera fonction aussi des acquis existant en matière de prévention des conflits et des violences électorales impliquant les institutions et les ONGs nationales et internationales engagées dans l'organisation des élections. L'appui à l'établissement et au suivi de la mise en œuvre de la stratégie et de la structure de prévention des conflits par alerte précoce et la réponse rapide impliquant ces institutions et ONG nationales et internationales devra se caractériser par une mise en cohérence des stratégies sectorielles et des plans d'actions de réduction de la violence de chaque acteur avec les priorités définies dans le plan de travail annuel du PNUD.

A cet effet, le PNUD recrute un(e) consultant(e) qui procédera à la cartographie des acteurs et la collecte d'information sur les initiatives de prévention de conflits, la protection des droits humains au Burkina Faso et la sensibilisation pour un processus électoral apaisé.

III. Fonctions / Principaux Résultats Attendus

L'objectif général de ce projet est de contribuer à la conception et à l'opérationnalisation d'une stratégie proactive de prévention des conflits et des violences électorales, y compris les violences basées sur le genre, par le dialogue et une réponse coordonnée et efficace adaptée en fonction des griefs et tensions identifiés.

Les objectifs spécifiques sont :

- Accompagner le mécanisme d'intégration des mécanismes et instruments de collecte des données sur la violence électorale ;
- Proposer et appuyer l'établissement d'une structure adaptée pour la réponse effective aux alertes précoces liées aux risques de violence électorale, y compris les violences basées sur le genre ;
- Contribuer à l'élaboration d'un plan d'opérationnalisation du dispositif de prévention des conflits et des violences électorales devant aboutir au déploiement d'un panel de médiateurs et à la mise en place d'une coordination des mécanismes de la réponse aux violences et incidents électoraux.

IV. Principaux livrables attendus

Pour cela, le consultant travaillera avec la CENI, le point focal du bureau PNUD pays ainsi que la Task Force électorale du PNUD basé à Bruxelles, dans ce projet pour la compilation et l'analyse des résultats collectés.

Le consultant national devra procéder à :

- L'analyse et à l'évaluation des besoins pour la mise en œuvre des divers mécanismes à partir des consultations des parties prenantes (CENI, Commission nationale des droits humains- CNDH, WANEP, Organisations de la Société Civile - OSCs, etc.) ;
- La proposition d'une architecture précise du système d'alerte précoce et de réponse aux risques de violence électorale pour la CENI, intégrant les données d'institutions partenaires (WANEP, CNDH) au sein d'une base de données centrale répondant aux besoins de l'institution en charge des élections ;
- La formulation des recommandations en termes de procédures et protocoles, formation et configuration pour le système informatique de gestion des alertes précoces pour l'adaptation au contexte du pays et de manière à être implanté à la CENI et au CNDH avec des capacités distinctes d'analyse et de traitement des données ;
- La contribution à l'établissement des accords de partenariat pour le partage des données entre les institutions concernées et des protocoles précis sur la base de l'architecture de cette configuration ;
- La contribution à l'harmonisation des indicateurs de risques pour l'alerte précoce avec le WANEP ;
- La contribution au développement et au déploiement des formations à l'attention des membres de la CENI, du CNDH et autres institutions partenaires identifiés pour la transmission et le traitement des informations collectées sur la base du système informatique et des procédures déployées ;
- La supervision des phases de déploiement puis d'opérationnalisation sur l'ensemble des élections ;
- La contribution à l'évaluation des réseaux et institutions impliqués dans la prévention des conflits et la réponse aux mécanismes d'alerte précoce et établir des protocoles considérant les types de risques identifiés et les mandats respectifs des institutions de manière à coordonner les réponses ;
- Au développement des modules de formation destinés à la CENI et ses délégués pour la prévention des violences liées aux opérations électorales, y compris les violences basées sur le genre, notamment à l'identification des réponses cohérentes impliquant l'adaptation des opérations électorales, la communication, la médiation et la coordination des réponses avec d'autres acteurs du processus (partis politiques, OSC, FDS, etc.) ;
- La contribution au développement du système de suivi des réponses permettant la documentation des actions entreprises et de la perception de leur impact sur le terrain ;
- La contribution à l'établissement des structures permettant une meilleure intégration des FDS et de la CENI au niveau local de manière à améliorer la rapidité de la réponse apportée au cours du processus électoral
- La contribution à la formation et à l'installation d'un vivier de médiatrices de paix et de monitrices d'Alerte précoce déployées dans les localités à risque.

V. Compétences

Compétences :

Professionnalisme :

Très bonnes connaissances techniques des questions de conflits électoraux, expertise de terrain, capacité à s'adapter aux réalités spécifiques du pays hôte.

Leadership :



Aptitude à planifier, coordonner et superviser les activités d'une équipe pluridisciplinaire.

Planification et organisation :

faire preuve d'une capacité à planifier et à organiser son travail

Communication :

Être capable d'écrire de façon claire et concise et de bien s'exprimer oralement.

Aptitude technologique :

excellente maîtrise de l'outil informatique et notamment de la suite Office.

Travail en groupe : aptitude à interagir, à établir et à maintenir de façon effective aussi bien avec les collègues, les supérieurs hiérarchiques qu'avec des personnes ayant des cultures différentes, de bonnes relations de travail dans le respect de la diversité.

V. Qualifications

Education :	Le consultant doit être titulaire d'un diplôme Bac + 5 en sciences politiques, sociologie, droit ou tout autre discipline connexe.
Expérience	<p>Le consultant national doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir au moins 7 ans d'expérience professionnelle spécifique dans le domaine des systèmes électoraux, de l'alerte précoce et de la gestion des processus électoraux ; • Avoir une expérience confirmée dans la formulation des conseils techniques de haut niveau aux parties prenantes dans les processus électoraux, notamment aux organismes de gestion des élections et aux partenaires de développement, aux OSC et ONG engagées dans la prévention des conflits ; • Une expérience confirmée et éprouvée dans la planification, la mise en œuvre et la supervision des projets de prévention des conflits par l'alerte précoce et la réponse rapide ; • Avoir de bonne connaissance en matière d'intégration du genre ; • Une expérience en gestion du projet et en gestion de ressources humaines ; • Avoir de bonnes qualités rédactionnelles et des qualités de communicateur notamment en milieu multiculturel ; • Une bonne connaissance du contexte Burkinabè serait un atout.
Langues :	— Pratique courante du français (écrit et oral).



VI. Signatures - Certification de la Description du poste

Titulaire (si applicable)

Nom	Signature	Date
-----	-----------	------

Superviseur :

Nom : Signature	Date
-----------------	------

Représentant résident ai :

Nom : Signature	Date
-----------------	------